

COP21

LE TEMPS D'AGIR

L'heure est à l'urgence. L'urgence climatique. La communauté internationale doit, à l'occasion de la conférence de Paris sur les changements climatiques, être au rendez-vous de l'Histoire et prendre des engagements à la hauteur des enjeux. Nous devons de concert enrayer les effets délétères du réchauffement climatique.

Certes, le chemin a été long depuis Rio en 1992. Nombre de conférences, à Kyoto, Bali, Copenhague, Cancun, Durban, Doha, Varsovie, Lima, ont jalonné ce parcours. Mais ces efforts n'ont pas été vains. Initialement affaire de spécialistes, le réchauffement climatique a ébranlé la conscience des nations, de leurs dirigeants et de leurs populations. La question est désormais posée : quelle planète allons-nous laisser aux générations futures ?

Il est indiscutable que les changements climatiques sont imputables aux activités humaines comme l'a démontré le 5^{ème} rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC). La responsabilité est ainsi clairement indiquée. Quand bien même elle serait plus importante du côté des pays industrialisés que de ceux en développement, le problème n'est pas là. L'heure n'est plus à la désignation des responsables, mais à l'action. Et à ce problème global qu'est le réchauffement climatique, il est impératif que la communauté internationale propose les solutions nécessaires.

Tout le travail de préparation de la COP21, effectué à Lima, Bonn et Paris, montre que nous allons dans le sens d'un accord mondial et ambitieux pour contenir le réchauffement climatique en maintenant au-dessous de 2°C l'augmentation de la température moyenne à l'horizon 2100.

Nous attendons de « l'accord de Paris », qui couronnera les travaux de la conférence, des compromis acceptables pour toutes les parties entre les intérêts nationaux et ceux de la communauté des nations. Pour être crédibles, ces engagements devront être contraignants, surtout en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et prévoir la mise en place des mécanismes d'aide financière et technologique appropriés pour accompagner les pays pauvres dans leur lutte contre les bouleversements climatiques.

En effet, pour nombre de pays en développement ou sur la voie de l'émergence, parmi lesquels le Cameroun, la réduction des émissions de gaz à effet de serre reste conditionnée à un soutien de la communauté internationale, notamment les pays industrialisés, sous forme de financements, de renforcement des capacités et de transferts de technologie.

Parallèlement, il est nécessaire de fixer un calendrier de financement pour garantir que les partenaires à l'accord tiennent leurs engagements.

De même, il sera indispensable que les différents fonds, notamment le Fonds Vert, soient alimentés comme prévu et de manière pérenne par les pays développés, sans préjudice des dotations accordées au titre de l'aide publique au développement et que l'accès aux sources de financements soit simplifié.

Le Cameroun entend pleinement respecter son engagement de réduction de 32 % de l'empreinte carbone de son développement par rapport à 2010, à l'horizon 2035.

La politique de développement du Cameroun, qui vise à l'émergence à ce même horizon, nécessitera sans aucun doute des adaptations au changement climatique. Ces mesures d'atténuation exigeront, au niveau international, des transferts de technologie qui pourraient faire l'objet d'un fonds spécial multilatéral ; mais également, au niveau national, la poursuite de la mise en cohérence de politiques sectorielles et l'intensification des efforts que nous menons depuis plusieurs années déjà (reboisement dans le cadre de la lutte contre la désertification, élaboration d'un mécanisme pour le développement propre, gestion durable des forêts et conservation de la biodiversité).

Nous devons prendre la mesure du véritable enjeu de la COP21 qui n'est ni plus ni moins que d'assurer la survie de l'espèce humaine.

Si les participants font preuve d'assez de courage politique pour prendre des décisions, certes difficiles mais indispensables, pour mobiliser les moyens appropriés et pour coordonner leurs efforts, alors la conférence de Paris aura atteint son but et marqué un tournant historique.

**Paul BIYA,
Président de la République
du Cameroun.**